



## Salaires, Retraites, services publics...les luttes dans le LOIRET ! Tout est à nous, rien n'est à eux !

### L'austérité budgétaire... sauf pour les riches et les patrons !

Le gouvernement annonce la création de 11 000 postes de fonctionnaires... mais ce sera avec 1 985 postes en moins dans l'Éducation nationale, déjà totalement incapable de faire face aux besoins ! Cependant, ce sera 3 100 postes supplémentaires pour la police... L'autre ministère gagnant est celui de la Défense : plus 3 milliards d'euros en 2023. L'armée française va ainsi recevoir treize nouveaux Rafale, son second sous-marin nucléaire et dix-huit chars Leclerc rénovés.

Dassault, Thales ou le groupe MBDA, le deuxième producteur mondial de missiles peuvent dire « Merci Macron ». La dette de l'État, dont l'augmentation justifie depuis des décennies les sacrifices imposés aux classes populaires, rapportera encore gros aux banques à qui l'État doit emprunter : 51,7 milliards de charges à reverser à celles-ci, le montant le plus élevé des cinq dernières années.

Les prétendues baisses d'impôts bénéficieront aux grandes entreprises : allègement en 2023 de 4 milliards de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), cet impôt dit de production qui doit même disparaître en 2024, baisse de l'impôt sur les sociétés de 3,7 milliards d'euros...

### Partout des luttes pour les salaires

Des mouvements de grève se sont amplifiés ces dernières semaines sur la question des salaires : chez Carrefour, chez Arkema, dans les aéroports, chez Stellantis-PSA, avec les plus gros débrayages depuis des dizaines d'années, dans plusieurs raffineries Exxon et Total... La raffinerie Total de Gonfreville-l'Orcher est actuellement en procédure d'arrêt car les salariés ont voté la grève jusqu'à nouvel ordre depuis une semaine pour obtenir 10% d'augmentation des salaires et des embauches. L'insolence des profits du groupe sur l'année passée (14 milliards d'euros) incite effectivement les travailleurs et les travailleuses « à tout bloquer » pour obtenir satisfaction. C'est un encouragement pour tout le monde à en faire de même !

Orléans le 05 octobre 2022

Le 29 septembre, ce n'est qu'un début !

*Nous étions dans la rue jeudi dernier, nous manifesterons aussi le 16 octobre à Paris "contre la vie chère et l'inaction climatique". Mais il faudra plus de deux journées d'action pour gagner sur les salaires, les faire reculer sur les retraites et imposer une retraite à 60 ans à taux plein dès 37,5 annuités. C'est en s'organisant à la base, dans chaque entreprise ET en se coordonnant toutes et tous ensemble, avec un vrai plan de bataille, que nous pourrons construire un rapport de forces qui fasse céder Macron et les patrons sur nos revendications. Mais les comptes des retraites étant actuellement excédentaires, cet argumentaire tombe à l'eau. Alors, maintenant, Macron explique que l'État a besoin d'argent pour l'école, la police, le logement et la transition énergétique... Ce hold-up sur nos retraites, on ne doit pas le laisser faire !*

**Dans le LOIRET les SalariéEs en lutte pour les salaires et leurs conditions de travail !**

**John DEERE** : Les salarié-e-s de l'usine John Deere à Fleury-les-Aubrais, sont en grève, sur la question des salaires, face à la hausse de l'afflation, ils, elles exigent 300 euros pour les ouvrier-ère-s. Depuis le jeudi 29, ils, elles sont en grève et comme la direction ne veut rien savoir, un piquet de grève a été installé devant les portes du site.

Bien évidemment, la direction ne comprend pas pourquoi cette grève, elle reste sur le résultat de la négociation annuelle obligatoire (NAO) du début d'année 6% d'augmentation des salaires. Elle a reçu un appui de la part du syndicat des cadres CGC pour en rester au résultat des NAO. Mais la situation économique a changé, l'inflation, qui n'est pas due aux salaires mais à

l'augmentation des bénéfices, rogne le pouvoir d'achat. Selon les syndicats CGT et SUD, au minimum c'est 150 euros qu'ils manquent en bas de la fiche de paie des ouvrier-euse-s pour atténuer l'inflation, se pose aussi le paiement des jours de grève, bien évidemment » Rappel : les grévistes revendentiquent 300 euros d'augmentation par mois de salaire au titre de l'inflation, malgré les 6% NAO obtenus pour 2022.

La boite propose des primes :

- 700 euros pour un salaire de 2 fois le smic
- 600 pour 2 à 3 fois - 400 pour 3 à 4 fois

Les grévistes ont obtenu 150 euros d'augmentation sur les 300 revendiqués, la boite ne veut pas lâcher plus ni sur le paiement des jours de grève.

A noter une très vive fracture d'avec l'encadrement, les grévistes se définissent comme un mouvement des ouvriers. Nous avons assisté à un morceau d'anthologie lorsque le directeur et ses sbires sont venus justifier la politique de JD."nous sommes tous dans le même bateau".

Résultat : grève reconduite à mid le 05-10.

**TAO-KEOLIS** : Une hausse minime des salaires et une prime : Cet accord prévoit une hausse de 2% de la valeur du point soit 9,51 euros pour les 750 salariés du réseau de transport en commun de la métropole d'Orléans. Ainsi qu'une prime de 180 euros nets. Tout cela s'appliquera dès le 1er octobre.

**Les syndicats réclamaient au départ une hausse de 5% des salaires et une prime de 300 euros** La prime va tout juste compenser la perte de salaire des journées de grève. **IL VA FALLOIR SE REMETTRE A LA LUTTE !**

### **GXO Logistics à Boigny-sur-Bionne et Artenay**

5.000 SalariéEs, 80 sites et un appel à la grève national pour des augmentations de salaires de 5% et le respect des accords antérieurs concernant les repos, les RTT, les horaires et les primes. Barrages filtrants et piquets de grève à Artenay et Boigny sur Bionne ;

### **DIOR-LVMH à Saint-Jean-de-Braye en grève pour réclamer de meilleurs salaires**

La revalorisation de 3,3% accordée en début d'année ainsi qu'une prime de 1500 euros brut en septembre au titre de l'inflation est insuffisante. Piquets de grève et manifestation pour obliger la direction à négocier et à céder une partie des 6,5 milliards d'Euros de bénéfices réalisés au premier semestre ! L'intersyndicale avec les grévistes revendentiquent 2000 euros brut, le paiement des jours de grève et un engagement sur la NAO 2023

## **POUR L'EMPLOI**

### **Tenneco, ex Fédéral Mogul, va fermer son usine sur le quartier de la Source**

L'usine, qui fabrique des soupapes de moteurs, compte 80 salariés ; une grande partie d'entre eux a débrayé pour réclamer de meilleures indemnités de départ.



**DURALEX St GOBAIN** : Le four de Duralex mis en veille à partir de novembre, à La Chapelle-Saint-Mesmin L'entreprise a affirmé que continuer de produire cet hiver « générerait des pertes intenables », compte tenu du coût actuel de l'énergie...Insupportable pour les actionnaires ! Résultats 250 salariéEs sur le carreau !

**SERVIER Laboratoires** : Le groupe pharmaceutique Servier envisagerait de supprimer 287 postes de recherches et développement (R&D) en France, d'après un communiqué de la FCE-CFDT. Stratégie qui vise à "améliorer la performance du groupe" Entendez : plus de profits pour les actionnaires !

**Des revendications pour toutes et tous !**

- **Augmentations égales pour toutes et tous : 300€ net par mois.**
- **Toutes les primes intégrées aux salaires.**
- **Pas de salaire inférieur à 1.800€ net par mois.**
- **Echelle mobile des salaires indexés sur l'inflation.**
- **Du travail pour tous : 32h par semaine avec embauches et RTT.**